

Théorie critique

et critique de l'anti-impérialisme

[Cet article a été publié en 2019 dans *The Sage Handbook of Frankfurt School Critical Theory*, volume 3, ouvrage dirigé Beverley Best, Werner Bonefeld et Chris O'Kane.]

Le rejet de «l'anti-impérialisme» marque l'une des différences les plus visibles et les plus significatives entre la théorie critique de l'«école de Francfort»¹ et la plupart des autres tendances de la gauche marxiste. Le conflit sur la signification et la pertinence de concepts comme l'«impérialisme» et l'«anti-impérialisme» est étroitement lié à des discussions connexes sur la critique de la nation et de l'État, le colonialisme et la post-colonialité, le racisme et la race, et l'antisémitisme. La théorie critique de l'école de Francfort cherche délibérément à formuler une critique du mode de production capitaliste qui inclut les phénomènes généralement traités comme relevant de l'«impérialisme» sans recourir au concept d'«anti-impérialisme». Selon cette théorie, l'«impérialisme» est un aspect intrinsèque du mode de production capitaliste plutôt qu'un objet à part entière qui devrait être distingué de ce dernier et combattu «en tant que tel»: le concept d'«anti-impérialisme» présuppose la réification et la fétichisation de l'«impérialisme».

Le présent article vise tout d'abord à préciser la manière dont le concept d'«impérialisme» a été employé dans les écrits de Marx ainsi que dans les textes de certains des auteurs canoniques de la théorie critique de l'école de Francfort. L'utilisation marxienne de ce terme par les «théoriciens critiques» a empêché l'émergence d'un concept d'«anti-impérialisme» dans leurs écrits : l'«impérialisme» était pour eux simplement un aspect du concept plus général de capitalisme. Le reste de ce texte s'intéressera à certaines positions formulées dans la tradition, ou sous l'influence, au sens large, de la théorie critique depuis les années 1960, positions qui concernent directement l'«anti-impérialisme» : ce dernier était devenu entre-temps une question-clé dans certains des mouvements contestataires de l'époque en raison du rôle joué dans la décolonisation de l'après-guerre par le léninisme/stalinisme ainsi que par l'idéologie anti-impérialiste bourgeoise et libérale (Hobson) qui avait déjà été l'une des sources de la critique de l'impérialisme.

¹ En réalité, cela n'a jamais été une école et ses principaux protagonistes n'ont pas résidé non plus à Francfort pendant la majeure partie de leur existence. Cette expression fut inventée après la Seconde Guerre mondiale, sur un mode déjà nostalgique, pour concurrencer d'autres «écoles» qui étaient souvent des écoles académiques dans un sens beaucoup plus littéral, avec des hiérarchies et des étudiants, etc. [Note de l'auteur].

Le mot «impérialisme» a été utilisé au XX^e siècle pour décrire deux phénomènes principaux : les agressions militaires (les guerres, conquêtes et occupations impérialistes) ; et, de façon plus générale, la diffusion mondiale du mode de production capitaliste dans tous ses aspects économiques, sociétaux, politiques et culturels, même si l'on suppose souvent qu'il fonctionne principalement par le biais des institutions du «*capital financier*». Cette deuxième signification se rapproche du terme plus récent de «mondialisation» qui l'a supplanté dans certains contextes. La façon dont ces deux concepts diffèrent dans leurs connotations est éclairante : tout au long du XX^e siècle et encore aujourd'hui, l'emploi du mot «impérialisme» a presque sans exception exprimé le rejet et l'hostilité, souvent l'indignation morale à son égard. Ce mot évoque des images de violence militaire et d'autres formes de violence étatique, tandis que la «mondialisation» tend à véhiculer un sentiment ambigu plus fort. Alors que les deux mots décrivent en fait le même processus, la «mondialisation» est plus fortement imaginée comme un phénomène inévitable qui, le plus souvent, invite à le façonner et le réformer, plutôt qu'à s'y opposer – comme on peut le constater dans l'opposition entre «altermondialisation» et «antimondialisation». Le concept de «mondialisation» fonctionne dans les discours dominants contemporains d'une façon qui ressemble davantage à la manière dialectique dont Marx pensait la modernité capitaliste qu'au terme «impérialisme» – concept clé pour le marxisme d'inspiration léniniste au XX^e siècle.

Puisque Marx tenait compte du caractère mondial et de la mondialisation croissante du mode de production capitaliste comme l'un de ses aspects déterminants et *inhérents*, il n'avait pas besoin d'un concept qui traiterait spécifiquement de ce phénomène. En même temps, sa théorie était plus subtile: si Marx s'attaquait de manière cinglante à la violence, à l'oppression et à l'exploitation coloniales, il considérait généralement le processus de modernisation capitaliste *dans son ensemble* comme la condition préalable d'une situation historique ; l'humanité serait alors en mesure de créer une forme de société émancipée et humaine, bien que tous les groupes humains ou toutes les sociétés n'aient pas à passer par tous les mêmes processus. Cette caractéristique de la position marxienne a également soutenu la théorie critique de l'école de Francfort : ce courant attaque le capitalisme comme un mode d'exploitation extrêmement intense, mais il voit en lui un système qui détruit l'oppression et l'exploitation précapitalistes (par exemple féodales et patriarcales), et qui est aussi son propre fossoyeur. En effet, il a créé les conditions préalables à l'émancipation future d'une humanité qui se libérera de sa tendance compulsive et monomaniacale à soumettre et dominer la nature intérieure et extérieure au nom de l'autoconservation économique (le travail). Dans la perspective marxienne, les phénomènes que beaucoup, tout au long du XX^e siècle, ont qualifié d'«impérialisme» doivent être discutés en tenant compte de cette dialectique.

La signification du terme «impérialisme» chez Marx

Marx a rarement utilisé le mot «impérialisme», et seulement dans son sens conventionnel, c'est-à-dire comme un quasi-synonyme de «*césarisme*» ou de «*bonapartisme*» (Fisch et al., 1982, p. 181). Dans ces

contextes, l'«impérialisme» désignait une domination fondée sur des alliances entre les élites et les classes inférieures contre la bourgeoisie libérale, voire contre le Parlement ; et une gouvernance qui se passe de certains partis politiques, sur le modèle de l'empire romain (p. 176) et qui repose sur des organismes d'État centralisés et des monopoles (p. 177 ; Koebner et Schmidt, 1964 : chapitre 1 ; sur les différents usages du terme «empire», voir Leonhard, 2013). La nécessité d'aborder la «question sociale» et de réagir aux crises économiques est aussi parfois sous-entendue dans le terme «impérialisme». Ce concept a parfois signifié «néomercantilisme» (Fisch et al., 1982, p. 207). Dans le contexte anglais, le terme était généralement utilisé pour désigner ceux qui voulaient maintenir le colonialisme (p. 178). La dimension coloniale n'était pas nécessairement dominante, cependant, car l'«impérialisme» se référait à toute une série d'aspects de la gouvernance des empires ; son élan anti-libéral s'accordait mal avec le fait que le colonialisme était un point clé du programme/de la stratégie du libéralisme du XIX^e siècle lui-même (Mehta, 1999 ; Mantena, 2010).

Dans un passage souvent cité de *La guerre civile en France*, Marx évoque l'«impérialisme», à propos du régime de Napoléon III, comme «*la forme ultime*» du «*pouvoir d'État*» bourgeois². L'État, selon Marx, a d'abord émergé comme un moyen, pour la société bourgeoise, de s'émanciper du féodalisme, puis, au cours de la consolidation de la société bourgeoise, il s'est transformé en «*un moyen d'asservir le travail au Capital*» (Marx, 1871). L'impérialisme est le résultat final de ce processus par lequel l'État devient aussi «*la forme la plus prostituée*», ce qui semble impliquer qu'il est soumis à un usage particulièrement arbitraire, abusif et violent³. Léon Trotsky a remarqué que «*cette définition a une signification plus large que pour le seul Empire français, et inclut la dernière forme d'impérialisme, née du conflit mondial entre les capitalismes nationaux des grandes puissances*⁴» (cf. *The Defence of Terrorism*, cité dans Winslow, 1931, p. 717). Trotsky souligne ainsi le lien entre l'utilisation du terme par Marx et sa signification au XX^e siècle. Les aspects internes et externes de l'exercice du pouvoir de

² La traduction française utilise le terme beaucoup plus vague de «*régime impérial*» et non le concept d'«impérialisme» : «*Le régime impérial est la forme la plus prostituée et en même temps la forme ultime de ce pouvoir d'État*» mais la version **originale** anglaise de 1871 comporte bien le terme «*imperialism*» («*Imperialism is, at the same time, the most prostitute and the ultimate form of the state power*») [NdT].

³ Tout comme le concept d'«impérialisme» du XX^e siècle, celui de «colonialisme» était peu employé à l'époque de Marx. «*Marx ne disposait pas d'un terme générique pour décrire la domination d'un État-nation plus avancé sur une région plus arriérée*», comme le concept de colonialisme au XX^e siècle. Il a utilisé le terme de «colonialisme» d'une façon plus étroite pour désigner «*la colonisation de zones inhabitées ou de zones dont les habitants autochtones ont été chassés (comme l'Australie et l'Amérique)*» (Brewer, 1980, pp. 27-28).

⁴ La traduction française de *Terrorisme et communisme* (1920) est à la fois plus floue et maladroite : «*Cette définition dépasse le second Empire français et embrasse le nouvel impérialisme nécessité dans le monde entier par les convoitises du capital national des grandes puissances*» (marxists.org) [NdT].

l'État sont donc étroitement liés et il existe un «*conflit mondial*» entre les «*capitalismes nationaux*» qui engendrent l'«*impérialisme*». Cette perspective diffère de ce que l'on pourrait sans doute définir comme la position de Marx. Pour ce dernier, l'«*impérialisme*», c'est-à-dire la dynamique du capitalisme industriel, engendre un conflit entre ce qui *apparaît* seulement comme des «*capitalismes nationaux*» : dans la perspective marxienne, l'État et la nation sont des dimensions de la dynamique capitaliste, mais ne sont pas ses moteurs.

Bien que Marx n'ait pas employé les concepts d'«*impérialisme*» et de «*colonialisme*», du moins selon leur signification au XX^e siècle, il aborda les phénomènes auxquels ces concepts se réfèrent ensuite⁵. La position adoptée par Marx et Engels se distinguait de celle des autres socialistes de l'époque sur deux points : premièrement, ils éprouaient une haine viscérale et révolutionnaire contre toute forme d'«*ancien régime*» ; et deuxièmement, ils s'efforcèrent sans cesse de comprendre comment la «*libre association*» pourrait, lentement et douloureusement, émerger des luttes antagonistes mais interdépendantes que la bourgeoisie et le prolétariat menaient contre l'«*ancien régime*» sous ses diverses formes, en Europe comme ailleurs.

Marx et Engels présentaient les défenseurs de l'«*ancien régime*» comme des constructeurs de murs : murs des ghettos, murailles de Chine, murs culturels, murs des frontières étatiques. La négation historique des murs, des frontières, des limites et des identités, anciennes et nouvelles, émerge de l'intérieur des mouvements sociaux qui sont radicalement opposés à certains aspects de la société bourgeoise mais sont toujours constitués par cette société elle-même et en sont aussi les constituants (cf. Horkheimer, 1937). La position complexe de Marx sur la domination britannique de l'Inde, par exemple, reposait sur sa vision du changement dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Inde après la révolution industrielle : «*Alors que le capital marchand et ses alliés exploitent et détruisent sans transformer, le capital industriel détruit mais transforme en même temps*» parce que (selon Marx) «*vous ne pouvez pas continuer à inonder un pays de vos produits manufacturés, sans lui permettre, en retour, de fabriquer certains produits*» (Brewer, 1980, p. 54). Brewer résume la position de Marx en ces termes : «*La domination britannique en Inde (a) provoque la misère, (b) crée les conditions préalables à une avancée massive et (c) doit être renversée avant que l'humanité en tire avantage*» (1980, p. 58). Comme dans la première section du *Manifeste communiste*, célèbre pour son caractère «*panégyrique*», Marx utilise dans ses écrits journalistiques sur l'Inde⁶ un style qui inclut «*la juxtaposition délibérée des*

⁵ Sur Marx et l'impérialisme, voir Stoetzler (2016). On peut trouver des comptes rendus détaillés récents sur la complexité de la position de Marx dans Anderson (2015) et Pradella (2013) ; également dans Sutton (2013). Pour des commentaires critiques sur Anderson, voir Stoetzler (2013). Parmi les contributions critiques sur l'héritage léniniste de l'anti-impérialisme, on peut citer Goldner (2010 et 2016) et Bassi (2010). Il existe aussi des contributions utiles mais plus anciennes comme celles de Owen et Sutcliffe (1972), Kiernan (1974) et Mommsen (1981).

⁶ Bien qu'il n'existe pas d'édition complète des articles de Marx en français sur l'Inde, on pourra se

plus grands éloges pour les réalisations matérielles [de la domination britannique, NdT] et des images choquantes utilisées pour faire comprendre l'importance de la misère humaine concomitante» (p. 59).

Lorsque Marx commente les luttes anticoloniales il insiste sur la nature dialectique de la «*prétendue civilisation*» moderne et bourgeoise (*Manifeste communiste*) ; en effet, pour lui, elle provoque une misère et une exploitation intenses mais aussi elle renferme la possibilité d'une émancipation humaine générale. Si sa vision de la modernité capitaliste était ambivalente, la haine de Marx pour «l'ancien régime» et toute forme de patrimonialisme, de pensée de caste, d'esclavage et d'autoritarisme (y compris les formes modifiées sous lesquelles elles continuent d'exister *au sein du* capitalisme) était sans équivoque. Marx, qui est toujours resté un indéfectible révolutionnaire de «1848», répondit avec enthousiasme à toutes les luttes contre l'exploitation et la domination qui se produisaient (en Chine, en Inde, aux États-Unis, en Irlande, en Pologne et en Russie). Mais il modéra aussi (et parfois réprima) son enthousiasme lorsque l'analyse dialectique l'amena à penser qu'une lutte n'avait pas réussi à faire avancer la promesse d'une émancipation universelle qui, selon lui, ne pouvait émerger qu'au sein de la modernité capitaliste⁷.

«Impérialisme» et «anti-impérialisme» après 1900

La signification sensiblement différente prise par le terme d'«impérialisme» au XX^e siècle fut clairement exprimée pour la première fois par le théoricien libéral John Atkinson Hobson (1902), puis surtout par Lénine (1917). Pour le dirigeant des bolcheviks, l'«impérialisme» désignait une période historique, ou un «stade» de l'évolution du capitalisme. Lénine adopta la description du capital financier élaborée par Hilferding (1906), pour qui le capital bancaire et le capital industriel avaient effectivement

reporter tome IV des *Oeuvres* publiées dans la Pléiade, chez Gallimard, sous la direction de Maximilien Rubel et aux *Textes sur le colonialisme* publiés aux Editions du Progrès. Sur la Chine, on consultera le recueil préparé par Roger Dangeville pour les éditions 10/18 et disponible sur le site classiques.uqac.ca [NdT].

⁷ Marx ne pouvait devenir un nationaliste anti-impérialiste au sens du XX^e siècle pour des raisons biographiques précises : son père, un avocat libéral modéré de confession juive, se convertit au protestantisme peu de temps avant la naissance de son fils. La ville natale de Marx, Trèves (une ville de la Rhénanie occidentale allemande fondée par les Romains et l'une des plus anciennes d'Allemagne) avait été conquise par Napoléon en 1794, et le gouvernement impérial français avait renforcé les traditions libérales de la ville qui tomba aux mains de la Prusse en 1815. La monarchie prussienne, que les nationalistes allemands contemporains de Marx considéraient comme un agent libérateur anti-impérialiste *avant la lettre*, annula l'émancipation des Juifs, ce qui obligea le père de Marx à se convertir afin de ne pas bloquer sa carrière et perdre son gagne-pain (Blumenberg, 1962 ; Nitz, 2000 ; Rühle, 2011).

fusionné en un capital financier, et ce dernier était devenu un agent politique dominant dans la période «impérialiste» (Fisch et al., 1982, p. 217). Toutes les conceptions modernes, libérales ou socialistes, de l'«impérialisme» décrivent des versions de ce que l'on pourrait sommairement appeler un «capitalisme organisé», c'est-à-dire le capitalisme après l'éclipse du libéralisme «classique» (donc, après la crise de 1929). Dans le même temps, le capitalisme continua à se développer dans le cadre du processus (ancien mais qui s'accélère sans cesse) que l'on appelle aujourd'hui la «mondialisation», dont le colonialisme fut l'un des principaux moyens. L'État «bonapartiste» français que Marx qualifia d'«impérialisme» fut en effet un pionnier de cette vaste constellation.

Théoricien important du mouvement ouvrier européen dans les années précédant immédiatement la Première Guerre mondiale, Anton Pannekoek souligna les implications internes cruciales de ce processus. En 1916, il soutint que le capitalisme impérialiste intensifiait et généralisait l'exploitation de divers groupes sociaux au-delà du prolétariat ; il provoquait également une généralisation et une radicalisation des luttes socialistes, et rendait la perspective de la lutte parlementaire pour la réforme socialiste d'autant plus anachronique et peu plausible que la politique de l'État était de plus en plus décidée dans des institutions autres que le Parlement (Pannekoek, 1916 ; voir aussi Bricianer, 1969).

L'«anti-impérialisme» entra dans le lexique de la gauche très rapidement après l'«impérialisme» lui-même, principalement en Grande-Bretagne où il fut propagé par une tendance du Parti libéral (à laquelle appartenait Hobson) et aux États-Unis. Une Ligue anti-impérialiste fut fondée en 1898 à Boston pour défendre les principes républicains et s'opposer au militarisme, en particulier, au moment de sa fondation, afin de combattre l'annexion des Philippines par les États-Unis ; elle disparut en 1920 (Fisch et al., 1982, p. 189). La féministe Jane Addams en fut un personnage-clé. L'anti-impérialisme bourgeois avait des précédents : contrairement aux trois siècles précédant le XVIII^e siècle et à une grande partie du XIX^e siècle, les principaux penseurs du mouvement des Lumières, dont Diderot, Kant et Herder, du moins dans certaines de leurs œuvres, *«attaquèrent l'impérialisme [...] en contestant l'idée que les Européens avaient le moindre droit de soumettre, de coloniser et de "civiliser" le reste du monde»* (Muthu, 2003, p. 1).

En dehors de la publication de la brochure de Lénine sur l'impérialisme en 1917, la date la plus décisive dans le développement de l'anti-impérialisme et de l'anticolonialisme socialistes fut le sixième Congrès de l'Internationale communiste en 1928 qui adopta la position selon laquelle l'impérialisme retardait le développement industriel des colonies. Jusqu'à ce moment, beaucoup de militants et de partis communistes s'en étaient tenus à l'ancienne position marxienne : à long terme, le colonialisme amènerait l'industrialisation ; celle-ci, à son tour, était une condition préalable nécessaire à l'émancipation humaine générale. Warren décrit la position du Komintern de 1928 comme l'une des premières formulations de la théorie du *«sous-développement qui allait devenir le fonds de commerce des économistes libéraux du développement après la seconde guerre mondiale»* (Warren, 1980, p. 85). La position du Komintern reflétait une contradiction nichée au cœur de la théorie marxiste, à savoir la

dialectique entre le capitalisme (et sa principale forme politique moderne, l'État-nation) et l'émancipation.

D'un côté, le Komintern partageait la notion marxienne de la progressivité du capitalisme puisqu'il promouvait le développement intense et rapide du mode de production capitaliste sous le nom de «socialisme» ; de l'autre, il accusait la diffusion mondiale du capitalisme, sous le nom d'«impérialisme», de retarder et de bloquer dans les colonies le processus de modernisation qui aboutirait finalement à l'émancipation humaine générale. Dans un raisonnement non dialectique, le Komintern séparait

– le côté *bienfaisant* du capitalisme qui favorisait le développement (et par là même le potentiel d'émancipation que pouvait apporter un régime socialiste – c'est-à-dire, dans le contexte de l'époque, capitaliste d'État – qui deviendrait à un moment donné communiste),

– et son côté *maléfaisant*, destructeur et exploiteur, qui devait être combattu comme «impérialisme». Ce dernier (le capitalisme qui ne se diffusait pas uniformément) devait être combattu par les mouvements de libération nationale ; au cours de ce processus, ils allaient fonder des États-nations modernes, qui offriraient un environnement naturel pour développer le capitalisme sous sa forme progressiste.

Cette conception reflétait la dialectique marxienne entre le capitalisme et le progrès, mais ne la comprenait pas vraiment car elle lui ôtait son caractère dialectique : selon Marx, le mouvement ouvrier devait *exploiter* les processus historiques contradictoires qui se déroulaient sous ses yeux ; la position des bolcheviks était bien différente puisqu'ils préconisèrent, par le biais de la révolution politique et de la dictature d'un parti, d'organiser et de promouvoir un tel processus⁸.

En 1920, dans sa «Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale⁹» de 1920, rédigée pour le deuxième congrès de l'Internationale communiste, Lénine écrivit : «*Quant aux États et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit : 1) La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; [...] 2) La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés ; 3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement*

⁸ Sur le plaidoyer de Lénine en faveur d'un capitalisme d'État («*Si nous l'avions en Russie, alors le passage au socialisme total serait facile et assuré*»), voir Marcuse (1963, p. 51). L'idée que la révolution bolchevique a développé le mode de production capitaliste de façon structurelle, et pas seulement en raison des nécessités de la guerre civile, fut formulée dans les années 1930 par divers militants de l'opposition marxiste de gauche (celle des «communistes de conseils») au bolchevisme (voir Mattick, 1978). Dans son livre, Van der Linden (2007) décrit les analyses des communistes de gauche, des trotskistes et des maoïstes sur la question du «capitalisme d'Etat» en Union soviétique.

⁹ <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/07/vil19200714.htm>

des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc.» (Lénine, 1920). Outre la conception mécanique de l'évolution historique qui sous-tendait cette position, Lénine présupposait à tort que les nationalistes bourgeois de ces pays désiraient réellement renoncer à des alliances avec le clergé, les panislamistes et d'autres éléments réactionnaires afin de bénéficier du soutien des socialistes. Le soutien aux *«mouvements de libération démocratiques bourgeois»* coïncida avec le *«rapprochement du gouvernement soviétique avec les régimes bourgeois (surtout la Turquie et la Perse), tandis que les militants communistes de ces pays étaient fusillés et emprisonnés»* (Goldner, 2010, p. 661)¹⁰.

Notons aussi que la critique de l'idéologie anti-impérialiste émergea progressivement à un moment où l'anti-impérialisme était également intégré par l'extrême droite. L'idée d'une lutte entre les «nations prolétaires», ou les «jeunes nations», contre les «nations ploutocratiques» apparut dans les milieux proto-fascistes¹¹ en Allemagne, en France et en Italie pendant la Première Guerre mondiale et devint une caractéristique de la rhétorique de Mussolini et de Gregor Strasser, entre autres (Guérin, 2014). Des partisans de la «Révolution conservatrice» comme Arthur Moeller van den Bruck et Ernst Niekisch dans les années 1920 évoquèrent la lutte contre un «Occident» décadent ; leur anti-impérialisme fasciste n'était *«rien d'autre que la “traduction en politique étrangère” de l'anticapitalisme fasciste»* (Fringeli, 2016, p. 42). Sur les rives opposées de la Méditerranée, à partir de l'Égypte, suite à l'abolition du dernier califat ottoman par l'État turc modernisateur en 1924, l'islamisme moderne, y compris ses ramifications djihadistes, se développa parallèlement aux mêmes impulsions de la «Révolution conservatrice» ; elle s'en inspira, y compris en reprenant à son compte la version ultra-conservatrice de la résistance à «l'impérialisme culturel», c'est-à-dire à la modernité libérale. Avec le soutien soviétique, plusieurs régimes nationalistes-bourgeois du Proche-Orient combinèrent l'idéologie anti-impérialiste avec une certaine forme de prétendu «socialisme». Après la dissolution de l'Union soviétique, lorsque ces régimes se désintégrèrent, le panislamisme contre lequel Lénine avait mis en garde devint finalement un phénomène de premier plan. La «Révolution conservatrice» allemande et les idées fascistes influencèrent le développement de la pensée anti-impérialiste également en Bolivie dans les années 1930 et 1940 et se propagèrent de là à d'autres pays d'Amérique latine (Goldner, 2016, chapitre 4). Vers 1935, les dirigeants de l'Union soviétique comprirent que le soutien au «droit des nations à disposer d'elles-mêmes» favorisait le plus souvent les fascistes plutôt qu'eux-mêmes, et ils abandonnèrent donc cette notion pendant près de deux décennies (Gerber, 2010 : 271). Mais ils la reprirent à leur compte dans les années 1950 et cette conception domina ensuite la politique étrangère soviétique.

¹⁰ En 1921, l'Union soviétique conclut des accords commerciaux et d'«amitié» avec les nouveaux *«régimes de développement autoritaires en Turquie, en Perse et en Afghanistan ; les intérêts nationaux soviétiques prirent le pas sur la dénonciation de la répression, de l'emprisonnement ou du massacre de leurs oppositions communistes ou de gauche respectives dans ces régimes»* (Goldner, 2010, p. 633).

¹¹ Cf. sur ce sujet la série d'articles de João Bernardo : «Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes» <http://nfnf.eu/spip.php?article859> [NdT].

Horkheimer, Adorno et Marcuse sur l'«impérialisme»

Les théoriciens de l'école de Francfort ont rarement utilisé le terme d'«impérialisme». Bien qu'ils n'aient jamais défini explicitement ce terme, l'analyse du contexte indique qu'ils utilisaient le concept dans son sens marxiste générique. Par exemple, comme Rosa Luxemburg qui voyait dans l'impérialisme une «tendance» inhérente à toute société capitaliste et qui n'était pas spécifiquement liée à l'émergence du «*capital financier*» dans le sens décrit d'abord par Hilferding puis rendu canonique par Lénine (Luxemburg [2019], cité dans Kistenmacher, 2015, p. 130). L'impérialisme est un aspect, parmi d'autres, du mode de production capitaliste, et non l'essence même de son «*stade suprême*». Nous n'avons aucune raison de supposer que d'autres éléments descriptifs clés tels que la forme marchandise, la loi de la valeur ou le travail salarié soient moins centraux dans le «*stade suprême*» du capitalisme qu'avant ce «stade». Les théoriciens de l'école de Francfort utilisèrent le plus souvent le mot «impérialisme» lorsqu'ils évoquèrent la période commençant au dernier tiers du XIX^e siècle, en particulier les régimes politiques français, britannique et allemand, ainsi que le fascisme allemand. Dans l'un et l'autre contexte, ce concept se référait au colonialisme et aux agressions militaires autant qu'aux changements dans la structure interne des sociétés impérialistes, au sens large, conformément à l'usage du terme dans les écrits de Marx dans le contexte de l'impérialisme français («*bonapartisme*»). Le mot apparut également lorsqu'ils traitèrent de l'histoire classique, en particulier romaine, et des débuts du colonialisme moderne.

La principale publication de l'Institut de recherche sociale, le *Journal for Social Research* (1932-1941 – rebaptisé en 1939 *Studies in Philosophy and Social Science*), contient de nombreuses références à l'«impérialisme», principalement dans ses nombreux comptes rendus de livres, mais aussi dans des articles traitant de questions politico-économiques, comme l'article de K. A. Wittfogel [volume 4 (n° 1), pp. 26-60] sur l'histoire économique chinoise ou l'article de Gerhard Mayer [volume 4 (n° 3), pp. 398-436] sur les politiques de crise et l'économie planifiée (tous deux en 1935). Franz Neumann qualifia le libéralisme de Locke d'«impérialiste» dans son essai sur «The Change in the Function of Law in Modern Society» [1937, volume 6 (n° 3), pp. 542-96 ; ici p. 544]. Le dernier volume de la revue (1941) contient un essai de Josef Soudek (volume 9, pp. 189-94) sur une série de livres traitant de l'économie politique internationale et des relations politiques dont la troisième édition de l'influent livre de Hobson, *Imperialism. A study*.

L'essai philosophique d'Herbert Marcuse (1936) «On the Concept of Essence» (dans le volume 5) est particulièrement intéressant. Marcuse y aborde un aspect fondamental de la théorie marxienne et de la théorie critique, la distinction conceptuelle entre essence et apparence. Pour Marcuse, le contenu de vérité de cette distinction dépend de la capacité du concept d'essence d'aider à expliquer «une constellation donnée de phénomènes ou d'apparences» (Marcuse, 1936, p. 27 et Marcuse 1968, p. 74). Marcuse poursuit : «Si le concept considéré comme “essentiel” pour l'explication d'une telle constellation (par exemple la constellation du pouvoir politique des États à une époque donnée, leurs

alliances et leurs antagonismes), comme l'“impérialisme”, permet de comprendre de manière causale la situation dans ses différentes phases ainsi que les tendances qui s'y manifestent, alors il est vraiment l'essentiel dans cette multitude d'apparences.»

Selon Marcuse, un concept d'essence qui est théoriquement vrai (dans le sens précédemment décrit) doit alors également se révéler «objectivement» vrai dans la pratique : la théorie est elle-même «*un facteur dans les luttes historiques qu'elle vise à comprendre*» ; et «*les vérités théoriques essentielles [ne] peuvent finalement se vérifier*» que dans ces luttes. En ce sens, l'objectivité des concepts dialectiques découle de leur historicité. Marcuse ne dit pas explicitement ici s'il pense que l'«impérialisme» est en réalité un concept «vrai» dans ce double sens, mais le fait qu'il le choisisse comme exemple pour son argumentation théorique indique qu'il le juge suffisamment litigieux pour illustrer son propos : il ne l'aurait pas choisi s'il l'avait considéré comme manifestement valable.

Plus de trente ans plus tard, l'«impérialisme» fut également utilisé comme exemple dans une analyse théorico-méthodologique connexe au cours une conférence d'Adorno, «*«Spätkapitalismus oder Industriegesellschaft?»*». Adoptant un ton sarcastique, Adorno remarque que ceux qui aiment parler de «réification» ne sont pas à l'abri de souffrir d'une «conscience réifiée» : «*faire de grands discours sur des concepts tels que “l'impérialisme” ou le “monopole” sans se soucier de ce à quoi ces mots se réfèrent réellement et dans quels contextes ils sont pertinents, est aussi faux, c'est-à-dire irrationnel, que son contraire, à savoir le refus aveuglément nominaliste de considérer que des concepts comme la société marchande expriment quelque chose d'objectif qui est obscurci par des données exclusivement empiriques*» (Adorno, 2003, p. 357). Dans cette conférence, Adorno met en garde ses étudiants et ses collègues : le fétichisme des concepts abstraits est aussi préjudiciable que le fétichisme («positiviste») des faits, hostile à la théorie. Comme Marcuse avant lui, Adorno a choisi avec «l'impérialisme» et le «monopole» des exemples qui étaient largement utilisés à l'époque comme des schibboleths¹², plutôt que des concepts critiques reposent sur de solides connaissances sociologiques et historiques. On peut en déduire qu'Adorno, comme Marcuse, ne rejetait pas le concept d'«impérialisme» ni la critique des phénomènes auxquels il se réfère, mais il percevait clairement le danger que le concept devienne une sorte de fétiche, c'est-à-dire un obstacle à la critique plutôt qu'un instrument de celle-ci.

L'un des textes classiques de l'analyse du fascisme et de l'antisémitisme de l'école de Francfort, les «Fragments über Wagner» d'Adorno (1939) (dans le volume 8 de la revue) fait référence à plusieurs reprises à l'«impérialisme», en utilisant ce mot de manière plutôt inhabituelle : l'«impérialisme» est ici principalement un aspect du fascisme. Dans cet essai, Adorno interprète l'essentiel de l'œuvre lyrique de Wagner comme une expression de ce qu'il diagnostiquera plus tard comme une «*rébellion conformiste*». Il observe que dans Wagner, le dieu Wotan – identifié par Adorno comme un «*terroriste bourgeois*» – défend (et ensuite trahit) la rébellion de Siegfried mais seulement pour sauvegarder son «*plan impérialiste mondial*» (Adorno, 1939, p. 4). Cependant, Siegfried est également décrit comme un

¹² *Schibboleths* : signes de reconnaissance, usages particuliers à un groupe social ou autre [NdT].

impérialiste : «*Les antagonistes de l'ordre [mondial] sont des individus isolés, dépourvus d'une véritable empathie et de la moindre forme de solidarité : Siegfried, l'homme du futur, est un ruffian d'une naïveté obstinée, complètement impérialiste*» (p. 35). Dans la pensée de Wagner, «*l'idéalisme impérial*» a mis fin à l'illusion – encore entretenue par l'idéalisme classique, libéral, pré-impérialiste – que les antagonismes fondamentaux de la société bourgeoise pourraient être réconciliés : sous sa forme impériale, la bourgeoisie les accepte comme des faits ontologiques et comme un «*destin*» (p. 37). Adorno conclut que «*l'œuvre de Wagner n'est donc pas seulement le prophète volontaire et l'exécuteur acharné de l'impérialisme et de la terreur de la bourgeoisie tardive*», mais contient aussi un élément de compréhension de leur propre faiblesse : «*Wagner l'irrationnel qui plonge d'un rêve à l'autre prend conscience de lui-même dans le processus de plongée [...]. L'impérialiste rêve du caractère catastrophique de l'impérialisme ; le nihiliste bourgeois comprend la machinerie de la poussée bourgeoise vers la destruction qui marquera l'époque qui suivra la sienne*» (pp. 46-47).

Un commentaire tout aussi étonnant sur l'impérialisme se trouve dans «*Juliette, ou Raison et Morale*», le troisième chapitre de la *Dialectique de la Raison* (Horkheimer et Adorno, 1974). Les deux auteurs citent un passage du livre de de Sade, *Histoire de Juliette* (1797), dans lequel «*le prince*» (de Francaville) affirme : «*il faut que le gouvernement règle lui-même la population, qu'il ait dans ses mains tous les moyens de l'éteindre s'il la craint, de l'augmenter s'il le croit nécessaire*» (*idem*, p. 138). Horkheimer et Adorno commentent : «*Le prince montre la voie suivie de tout temps par l'impérialisme, qui est la forme la plus terrifiante de la raison*» (*idem*). Ils poursuivent avec une autre citation du même texte de de Sade : «*athéisez et démoralisez sans cesse le peuple que vous voulez subjuguier*» (*idem*). Les commentaires de Sade (antérieurs au nationalisme moderne du XIX^e siècle) n'opèrent pas de distinction entre la façon dont un gouvernement traite «*son propre*» peuple et celle dont il traite les autres ; la mentalité gouvernementale brutalement moderne décrite par Sade à la fin du XVIII^e siècle peut donc être liée à la politique intérieure aussi bien qu'à la politique internationale. Le fait que Horkheimer et Adorno l'identifient à «*l'impérialisme*» entre en résonance avec la compréhension marxienne originelle du concept dans le sens de «*césarisme*». Outre «*l'impérialisme culturel*», la recette recommandée par «*le prince*» chez Sade anticipe également le concept de «*biopolitique*» formulé quelques décennies plus tard par Foucault (qui connaissait certainement l'auteur de *La philosophie dans le boudoir*). Plus loin dans le même chapitre, Horkheimer et Adorno utilisent le mot «*impérialiste*» dans un sens plus étroit et plus conventionnel, en se référant aux «*expéditions de pirates impérialistes*» (*idem*, p. 153) du fascisme allemand.

Certains des textes courts qui constituent les *Notes critiques 1949-1969* écrites durant les années 1950 et 1960 (Horkheimer, 1993) abordent la question de l'impérialisme et de l'anti-impérialisme, sans toutefois utiliser ces mots. Le texte de 1955 «*Un seul monde*» réfléchit sur le concept de «*civilisation*» d'une manière qui rappelle certaines des réflexions de Marx sur le colonialisme. Horkheimer lie ici la décolonisation à la situation dans l'Europe postfasciste ; il suggère que, avec le colonialisme, les aspects

progressistes de la civilisation européenne ont également disparu. Il cite l'exemple du régime libéral de la punition : dans l'Europe du XIX^e siècle, les gens en sont venus à croire que *«même le plus pire meurtrier peut encore être soigné»* plutôt qu'exécuté (Horkheimer, 1993, p. 19). Les *«punitions barbares»* étaient considérées comme des actes commis par des barbares, c'est-à-dire des individus extérieurs à la civilisation. *«Aujourd'hui, les citoyens gagnent l'Arabie saoudite en quelques heures d'avion ; ils font dans les magazines le récit d'une main coupée pour vol et continuent à négocier d'égal à égal. Ce qui a un effet en retour sur la mentalité des intéressés, déjà bien amollie par Hitler et Franco»* (p. 91). Le sarcasme de Horkheimer vise la dialectique du progrès libéral : le colonialisme exporte la cruauté à l'étranger et savoure la civilisation sur son territoire, tandis que son abolition est liée à l'abandon non seulement de *«l'idéologie de la mission de l'homme blanc, mais du peu d'avance que celui-ci avait sur l'homme de couleur. Le prix à payer pour l'injustice de cette civilisation est qu'elle doit elle-même disparaître, elle périt de l'horreur qu'elle a tolérée une fois»*. Les Européens ont dénoncé la cruauté *«barbare»* seulement lorsque cela convenait à l'impérialisme ; avec la domination coloniale directe, ils ont même abandonné leur critique hypocrite de la cruauté. L'essence humaine de la civilisation reposait sur *«l'exécration de cette horreur»*, exécration *«qui constituait son noyau et sa fierté»*, et qu'elle avait déclenchée contre ceux qu'elle prétendait éduquer à la civilisation. Une position véritablement critique devrait regretter la perte des aspects émancipatoires de la civilisation libérale, mais il nous faut être conscients que l'impérialisme de cette civilisation a lui-même provoqué cette perte. La *«barbarie»* à laquelle on assiste, par exemple en Arabie saoudite (Etat dépendant du soutien occidental, en réalité) est donc *«symbolique de ce qui prend actuellement pouvoir sur l'Europe»* elle-même (p. 90) : la civilisation qui se prétendait libérale uniquement pour pouvoir se distinguer de ses victimes coloniales, a été vaincue de la mauvaise manière – à l'envers plutôt qu'à l'endroit. La destruction du libéralisme précaire de la civilisation occidentale bourgeoise est due au fascisme autant qu'au type de société sortie victorieuse de la lutte contre le fascisme. Cette analyse illustre l'extrême amertume de Horkheimer après-guerre – en tant qu'observateur-participant de la restauration de l'Allemagne de l'Ouest. Il mentionne ici Hitler et Franco comme s'ils n'avaient fait qu'*«amollir»* l'esprit bourgeois, et comme si la coopération amicale de la bourgeoisie postfasciste avec les cheikhs saoudiens constituait le véritable scandale. (La suggestion implicite de Horkheimer selon laquelle la civilisation européenne dans son ensemble se serait caractérisée, au XIX^e siècle, par *«le peu d'avance»* qu'elle *«avait sur l'homme de couleur»* n'est pas non plus convaincante.)

Comment Marcuse aborda les questions de l'impérialisme et de l'anti-impérialisme après 1945

Contrairement à Horkheimer et Adorno, Marcuse traita explicitement du concept d'impérialisme dans les deux premiers chapitres de son livre *Le marxisme soviétique* (1963 [1958]), et a également commenté l'impérialisme dans le dernier chapitre de *An Essay on Liberation* (1969). Il nota que les discussions sur le *«capital financier»* et *«l'impérialisme»* faisaient partie d'une tendance révisionniste

dans la théorie marxiste qui s'était préoccupée des «contre-tendances» apparues face aux principaux modèles de la dynamique capitaliste décrits par Marx. Celles-ci avaient été abordées dans les livres II et III du *Capital*, mais perçues comme n'ayant pas été suffisamment théorisées par Marx (Marcuse, 1963, p. 28). Vers 1900, la plupart des marxistes pensaient que le capitalisme était entré dans une nouvelle phase «organisée» où la classe ouvrière était mieux payée et plus intégrée, mais cette observation donna lieu à diverses interprétations. Une tendance «réformiste» s'attendait à ce qu'un capitalisme «organisé», plus intégrateur, permettrait plus facilement à une classe ouvrière de plus en plus confiante de construire le socialisme ; par contre, une tendance «orthodoxe», surtout sous sa forme léniniste, voyait dans les mêmes processus un moyen pour le capitalisme d'être revigoré par l'existence d'une «*“aristocratie ouvrière” peu nombreuse, “corrompue” par les hauts salaires versés grâce aux surprofits monopolistiques*» (1963, p. 30) ; cette seconde tendance en conclut que la classe ouvrière industrielle organisée n'allait pas faire la révolution. Elle misa sur «*les ouvriers et les paysans*» des pays non encore développés et qui n'avaient pas encore été «*corrompus*» par le capitalisme industriel. Marcuse souligna que la révision léniniste du marxisme était fondée sur l'hypothèse selon laquelle la théorie marxienne était contredite, sinon totalement démentie, par l'échec du pronostic selon lequel le mode de production capitaliste allait s'effondrer au tournant du siècle. La thèse selon laquelle Marx aurait sous-estimé «*les potentialités économiques et politiques du capitalisme*» (p. 32), que Marcuse rejetait, sous-tendait l'idéologie de «l'anti-impérialisme».

La critique du révisionnisme léniniste fondait donc le rejet de l'«anti-impérialisme» (léniniste) par la théorie critique. L'idée que la classe ouvrière industrielle était «*corrompue*» et achetée par des «*surprofits*» obtenus dans les colonies reposait sur une conception étroite et dogmatique de ce qu'on pouvait attendre d'une classe ouvrière «non corrompue», par opposition à une analyse critique de ce qu'était réellement son rôle dans la société capitaliste en évolution. Selon Marcuse, «*même avant la première guerre mondiale, il apparaissait clairement que la partie “collaborationniste” du prolétariat était quantitativement et qualitativement différente d'une mince couche supérieure corrompue par le capital monopolistique, et que la social-démocratie et la bureaucratie syndicale étaient autre chose que des “traîtres”*» (pp. 32-33).

Le fait que le léninisme ait en principe retenu l'idée de la centralité de la classe ouvrière mais ait considéré cette dernière comme étant largement «corrompue» conduisit à la notion que le parti, porteur de l'«authentique» conscience prolétarienne, devait l'imposer cette conscience à la classe (p. 33). Comme la conception léniniste reprenait de Hilferding l'idée que «l'impérialisme» était une étape dans le développement du capitalisme (bien que la conception de Hilferding de ce qui caractérise ce «stade» fût beaucoup plus ouverte et nuancée que celle de Lénine), l'acceptation du concept d'«impérialisme» dans son sens léniniste eut une autre implication : elle conduisit à accepter l'idée sous-jacente selon laquelle le capitalisme serait maintenant *forcé* de corrompre la classe ouvrière dans les pays industriels avancés afin d'éviter l'effondrement. Autrement dit, un anti-impérialisme victorieux (dirigé ou

coordonné par les partis bolcheviques en tant qu'avant-gardes) empêcherait le capitalisme d'utiliser ce dernier recours et ouvrirait la voie à la révolution prolétarienne. Toute cette conception reposait sur l'acceptation acritique de la notion invraisemblable de la centralité de ces «pots-de-vin», de la «corruption» qu'ils étaient censés produire et de la nécessité du colonialisme et des agressions militaires impériales pour produire les fonds qui servaient à payer ces «pots-de-vin». De plus, l'anti-impérialisme (léniniste ou autre) ne pouvait qu'approuver, explicitement ou implicitement, le «droit des nations à disposer d'elles-mêmes» et le nationalisme anticolonial. La plupart des formes de marxisme, y compris l'«orthodoxie» sociale-démocrate dans la tradition de Kautsky et Hilferding, accordaient au capitalisme beaucoup plus de flexibilité, d'inventivité et d'ouverture pour traiter ses problèmes et prolonger sa durée de vie.

Après la Première Guerre mondiale et l'échec des révolutions socialistes dans les pays industrialisés, Lénine soutint que le capitalisme – sous sa forme développée d'impérialisme – avait survécu en divisant le monde (moins la Russie soviétique) en deux camps, à savoir les pays victorieux (principalement la Grande-Bretagne et les États-Unis) qui exploitaient les «pays vaincus» (principalement l'Allemagne) et «l'Est» (Marcuse, 1963, pp. 54-58). Le nationalisme anticolonialiste était destiné à jouer un rôle essentiel dans ce conflit. Si l'impérialisme colonial avait permis aux pays occidentaux de continuer à «soudoyer» leurs classes ouvrières (empêchant ainsi la maturation progressive du socialisme dans ces pays, à laquelle on aurait pu sinon s'attendre), les conflits que cette situation impliquait accordaient également à l'Union soviétique le «répit» nécessaire pour s'industrialiser et préparer la transition vers le socialisme, essentiellement en développant le «capitalisme d'État¹³». L'analyse de Marcuse montrait clairement que l'ensemble de cette construction théorique n'avait que peu, ou pas, de points communs avec la théorie marxienne, en tout cas pas dans la perspective de la théorie critique.

Dans «Solidarité», le dernier chapitre de *An Essay on liberation*¹⁴, Marcuse décrit la société américaine contemporaine en des termes cohérents avec les analyses social-démocrate et léniniste discutées durant les premières décennies du XX^e siècle, mais il les modifie également : dans les «pays capitalistes avancés» industriels (Marcuse, 1969, p. 79), «l'intégration de la classe ouvrière est le résultat de processus politico-économiques structurels (productivité élevée et soutenue, grands marchés, néocolonialisme, démocratie administrée) et les masses elles-mêmes sont des forces de conservatisme et

¹³ Lénine avait écrit en 1917 que «*le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme*» («La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer»). En soutenant le «capitalisme d'État», Lénine reprit essentiellement à son compte, par des moyens détournés, la notion développée par les sociaux-démocrates «réformistes» selon laquelle le capitalisme de plus en plus «organisé» et dirigé par l'État se prêtait à la transformation socialiste.

¹⁴ Les citations de ce livre de Marcuse ont été traduites de l'anglais par mes soins, et la traduction française « officielle » de ces extraits sera modifiée dès réception du livre (NdT).

de stabilisation» (p. 80). Une telle société ne peut plus «*se développer sur ses propres ressources, sur son propre marché et sur des échanges commerciaux normaux avec d'autres régions. Elle est devenue une puissance impérialiste qui, grâce à une pénétration économique et technique et à des interventions militaires directes, a transformé de grandes parties du tiers monde en dépendances*». «*Sa politique*», écrivit Marcuse, diffère «*de l'impérialisme classique*» en raison du contexte de la guerre froide qui supplante les exigences «*d'investissements rentables*» (p. 80). Par implication, l'impérialisme «classique» aurait été simplement à la recherche d'investissements rentables.

Contrairement à l'«anti-impérialisme» léniniste, Marcuse ne tenait pas compte de la notion selon laquelle le «*capital financier*» jouait un rôle particulièrement important. Une deuxième différence clé résidait dans l'analyse de classe de Marcuse : d'une part, selon lui, dans les pays industriels avancés, la classe ouvrière ne pouvait être considérée comme le «sujet révolutionnaire», car un tel sujet ne pouvait émerger que dans un processus de lutte. Comme aucune classe, ou plus généralement, aucune catégorie de la population dans la société capitaliste avancée, n'était plus située en dehors de la société, aucun sujet révolutionnaire n'attendait, pour ainsi dire, de se rebeller, ni n'était temporairement «corrompu» ou trahi par des éléments syndicalistes, ou d'autres traîtres présumés. D'autre part, il excluait aussi (par implication) la politique nationaliste des «fronts populaires» dans les pays du «tiers monde» lorsqu'il soulignait qu'«*une bourgeoisie libérale qui s'allierait avec les pauvres et mènerait leur lutte*» n'existait pas dans cette aire géographique : le prolétariat du tiers monde, «à prédominance agraire», était opprimé à la fois par «*les classes dirigeantes autochtones et celles des métropoles étrangères*». Selon son principal argument, à ce stade, l'impérialisme avancé (très semblable à ce que nous appellerions aujourd'hui la «mondialisation») avait créé la nécessité de penser le monde comme une seule unité : «*En tout cas, en vertu de l'évolution de l'impérialisme, les développements dans le tiers monde relèvent de la dynamique du Premier Monde, et les forces de changement dans l'un ne sont pas étrangères à l'autre; le "prolétariat extérieur" représente un facteur fondamental de changement potentiel au sein de la domination du capitalisme des grandes entreprises*» (Marcuse, 1969, p. 80).

De même, les «dictatures autochtones» étaient de plus en plus soutenues par «*les métropoles impérialistes*» (p. 81). Par conséquent, «*les conditions préalables à la libération et au développement du tiers monde doivent émerger dans les pays capitalistes avancés*» : il fallait affaiblir ces derniers de l'intérieur au point qu'ils abandonnent leur soutien aux dictatures du tiers monde. Marcuse s'opposait à l'idée selon laquelle la révolution mondiale qui mettrait fin au système capitaliste pourrait être lancée à la périphérie ; selon lui, la «*chaîne d'exploitation doit se rompre à son maillon le plus fort*» (p. 82), à savoir dans les pays avancés. Marcuse adoptait ici la position marxienne classique contre la position léniniste. Cependant, il appréciait le fait que les luttes de guérilla dans le tiers monde avaient un impact idéologique énorme sur la Nouvelle Gauche aux Etats-Unis : «*La révolution cubaine et le FNL ont démontré que c'est possible; qu'il y a une morale, une humanité, une volonté et une foi qui peuvent résister et dissuader la gigantesque force technique et économique de l'expansion capitaliste. Plus que*

“l’humanisme socialiste” du jeune Marx, cette solidarité violente et cette défense, ce socialisme élémentaire en action, ont donné forme et substance au radicalisme de la Nouvelle Gauche ; sur ce plan idéologique aussi, la révolution extérieure est devenue une partie essentielle de l’opposition au sein des métropoles capitalistes. Cependant, la force exemplaire, la puissance idéologique de la révolution extérieure, ne peuvent être fructueuses que si la structure et la cohésion internes du système capitaliste commencent à se désintégrer» (pp. 81-82).

Les références de Marcuse à la révolution cubaine et au FNL, censés représenter le «*socialisme élémentaire*», la morale et la foi, semblent plutôt étranges et sont probablement uniques dans le contexte de la théorie critique et de l’école de Francfort¹⁵. De plus, son affirmation de l’unité du système mondial capitaliste n’était guère cohérente avec son argument sur les conditions fondamentalement différentes dans les pays avancés et dans le tiers monde : difficile de trouver des organisations plus différentes que le FNL et la Nouvelle Gauche aux Etats-Unis. Le fait de soutenir que le premier convenait au Vietnam, mais pas du tout aux Etats-Unis, avait une connotation paternaliste et «*eurocentrique*»¹⁶.

Le contexte historique de l’émergence de l’idéologie anti-impérialiste après la Seconde Guerre mondiale

Deux aspects du contexte historique mondial contribuèrent à l’énorme diffusion de l’idéologie anti-impérialiste après-guerre : l’expansion et la consolidation de la sphère de pouvoir stalinienne, et la continuité perçue entre l’antifascisme de la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation au lendemain de 1945. A l’origine, ces deux tendances étaient des phénomènes essentiellement séparés.

Se demandant pourquoi l’anti-impérialisme assumait un rôle de plus en plus central dans la pensée de la journaliste Ulrike Meinhof, pacifiste chrétienne devenue membre fondatrice de la Fraction Armée rouge qui pratiqua la «guérilla urbaine», Peter Brückner soutient que, dans la période qui suivit immédiatement la Seconde Guerre mondiale, une grande partie de la gauche percevait la continuité entre la lutte contre le fascisme et le nazisme, d’un côté, et, de l’autre, le combat contre le colonialisme et

¹⁵ Marcuse (1969) ajoute des commentaires similaires aux pages 85, 86 et 88, y compris des remarques amicales sur la «révolution culturelle» chinoise. Plus loin, il formule à nouveau sa position principale, difficilement conciliable avec les sympathies pour le FNL : «*Les caractéristiques économiques, politiques et culturelles d’une société sans classes doivent devenir les besoins fondamentaux de ceux qui se battent pour elle. Cette intrusion du futur dans le présent, cette dimension profonde de la rébellion explique, en dernière analyse, l’incompatibilité avec les formes traditionnelles de la lutte politique. Le nouveau radicalisme milite aussi bien contre l’organisation centralisée bureaucratique communiste que contre l’organisation libérale semi-démocratique*» (Marcuse, 1969, pp. 88-9).

¹⁶ Les livres de Ngo Van (2000 et 2006) offrent une source clé sur l’histoire du Vietnam dans une perspective en phase avec la théorie critique.

l'impérialisme. Il cite un exemple fréquemment évoqué : le massacre par les troupes françaises de milliers de participants à une manifestation pour l'indépendance à Sétif, en Algérie, qui eut lieu à l'occasion des célébrations de la capitulation du Troisième Reich le 8 mai 1945 (Brückner, 2006, p. 106 ; Gerber, 2010, p. 259). Pendant la guerre d'indépendance (1954-1962), le FLN algérien ne cessa de se référer à cet événement hautement symbolique. De même, l'indépendance du Vietnam fut proclamée peu après la capitulation du Japon en septembre 1945. Les sujets des colonies combattirent sur la plupart des fronts pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier dans l'armée française ; Frantz Fanon en fut un exemple (Gerber, 2010, p. 260). Peter Brückner mentionne le cas du communiste algérien Jean Farrugia, déporté à Dachau puis détenu et torturé dans des prisons françaises en Algérie, et plus généralement la «*terreur raciste massive contre les travailleurs algériens*» notamment à Paris (Brückner, 2006, p. 107). La diffusion de l'idéologie universaliste et antifasciste suscita des attentes en matière d'indépendance qui furent rapidement déçues. Cette déception contribua sans doute au transfert du prestige de l'antifascisme vers l'idéologie anti-impérialiste, mais aussi à son affaiblissement dans l'esprit des mouvements anticoloniaux dans ce qu'on appelait alors le «tiers monde» et dans celui des intellectuels de gauche¹⁷ (Brückner, 2006, p. 107).

Autre élément d'explication avancé par Peter Brückner : la lutte anticoloniale en Angola affronta la dictature fasciste de Salazar au Portugal, régime soutenu par l'Allemagne de l'Ouest, l'Espagne de Franco et la France (Brückner, 2006, p. 116). L'Allemagne de l'Ouest était également fortement engagée en Afrique du Sud, en Angola, au Mozambique et en Rhodésie, entre autres.

Compte tenu de ces faits, il n'est pas surprenant, et même parfaitement légitime, que les mouvements de gauche aient souligné les continuités entre le fascisme, l'impérialisme continental de l'Allemagne nazie, la politique économique internationale de l'Allemagne de l'Ouest postfasciste et d'autres États d'Europe occidentale, et le colonialisme en général. Raisonnable à l'époque, cette interprétation de l'économie politique internationale se transforma cependant progressivement en un discours de plus en plus irrationnel, lorsqu'il fut surdéterminé par une conception fétichiste et dogmatique de l'«impérialisme» ; à ce discours vinrent s'agréger des éléments de la «critique de la civilisation», cette «*Kulturkritik*» ultra-conservatrice et fasciste anti-occidentale qui dénonçait l'avidité, la décadence, le

¹⁷ L'article d'Alfred Sauvy de 1952 qui a inauguré l'usage du terme «tiers monde» se référait explicitement au rôle du tiers état durant la Révolution française, et résonnait avec le rôle important joué par les représentants du tiers monde au sein des Nations unies, par exemple, déjà à cette époque (initialement en contradiction avec la politique suivie par l'Union soviétique). Il s'agissait en ce sens d'une revendication spécifique visant à offrir une perspective progressiste au-delà du libéralisme occidental et du stalinisme soviétique, plutôt que d'un terme servant simplement à désigner le «sous-développement» (Prashad, 2007). C'est aussi ce qui a donné à l'internationalisme puis à l'«anti-impérialisme» un rôle aussi central dans la pensée de la gauche des métropoles du centre.

déclin moral, la dégradation de la société, le consumérisme, l'individualisme, le mammonisme¹⁸, l'effémination, etc.¹⁹. Cette transformation fut peut-être favorisée par le rôle croissant des Etats-Unis dans la défense de l'«impérialisme» au Vietnam et ailleurs. Le fait que l'ancienne utopie démocratique-bourgeoise du Nouveau Monde ait soutenu les forces les plus réactionnaires de l'Ancien Monde permit à des éléments de l'anti-américanisme européen traditionnel, idéologie anti-démocratique plongeant ses racines dans le libéralisme nationaliste, le conservatisme, le fascisme et les insinuations antisémites, d'entrer dans le tableau (Croquemouches, 2002 ; Fried, 2012, 2014 ; Fischer, 2015).

Peter Brückner souligne un autre changement important qui aboutit, vers 1968, à une «dé-dialectisation» exprimée par des slogans tels que «*Vietnam ist überall*» («Le Vietnam est partout²⁰»). Dans les discussions de l'époque, la gauche indiquait clairement que le fait d'assimiler les conditions à Berlin, par exemple, avec celles de Saïgon, était insultant pour les Vietnamiens (Brückner, 2006, p. 140). En 1967, Marcuse déclara dans une publication à grand tirage que les luttes anticoloniales devaient être soutenues par «*la réactivation du mouvement ouvrier*» dans les États capitalistes européens (Brückner, 2006, p. 137) : pour lui, la solidarité avec les luttes anticoloniales était mutuellement bénéfique, parce que l'universalisation des luttes permettrait aux luttes sociales des pays industrialisés de rompre avec leurs limites nationales. Marcuse *ne suggérait pas*, cependant, que ces luttes étaient identiques, mais différentes et complémentaires. De même, Peter Brückner rejette la notion de prolétariat, conçu comme «sujet révolutionnaire», comme «*l'incarnation [Inbegriff] de tous les exploités*» au niveau mondial, position exprimée par Ulrike Meinhof et d'autres militants. Il affirme qu'une telle «*incarnation*», un tel concept essentiel, est une «*mauvaise abstraction*» et une illusion idéaliste. Selon Peter Brückner, «*l'identité politique (qui sommes-nous ? comment pouvons-nous réellement devenir ce que nous sommes potentiellement ?)*» doit découler de la «*réalité historique concrète*», et non de «*principes*» et de «*théories*» (Brückner, 2006, p. 161, mots soulignés dans l'original).

Les partisans des «*programmes de développement nationalistes-populistes*» croient que ces programmes peuvent être dirigés par la supposée «*bourgeoisie nationale productive menacée par le*

¹⁸ Mammon, personnage mythique qui symbole la richesse, le Veau d'or, dénoncé dans l'Ancien Testament et par beaucoup de socialistes au XIX^e siècle [NdT].

¹⁹ Même le discours de Lénine, cependant, contenait déjà des sous-entendus antisémites (non intentionnels) qui, dans un contexte modifié, pouvaient se transformer en une signification audible et manifeste : Lénine écrivit que la fusion du capital bancaire et du capital industriel en un «capital financier» avait créé «*quelques centaines de rois de la finance*» et un conflit entre «*une immense majorité d'États débiteurs*» et «*une poignée d'États usuriers*» (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, marxists.org).

²⁰ Phrase prononcée par un réfugié politique maoïste iranien, Bahman Nirumand, lors d'un meeting le 17 février 1968, à Berlin. Le livre de Nirumand paru en 1967 («Iran, le nouvel impérialisme en action») eut une grande influence sur les mouvements anti-impérialistes en Allemagne [NdT].

capitalisme financier mondial»; ils invoquent souvent l'idée, courante dans les discours anti-néolibéraux d'après 1991, qu'une «*financiarisation du capitalisme mondial [serait] politiquement imposée par les intérêts dominants parasites des Etats-Unis en quête de rentes*» (Bonnet, 2002, p. 115). Ce discours fait écho à la fois à la thèse léniniste de l'impérialisme et aux notions antisémites plus grossières selon lesquelles les banquiers seraient des parasites suceurs de sang. Allant dans le même sens, Moishe Postone a fait référence au «néo-anti-impérialisme» de la période postérieure à 1991. Selon lui, la transformation de l'anti-impérialisme en anti-américanisme ou sa fétichisation obscurcit ce qu'on appelait autrefois les «rivalités impérialistes», comme celles qui ont conduit aux deux guerres mondiales du XX^e siècle, juste au moment où celles-ci pourraient être en train de réapparaître après la fin de la guerre froide (Postone, 2006, p. 97, p. 110).

Anti-impérialisme, nationalisme et État

Au niveau le plus fondamental, la théorie critique de l'école de Francfort rejette le concept d'«impérialisme» car elle le considère comme intrinsèquement nationaliste et étatiste.

Braunmühl note que «*les définitions actuelles représentent l'impérialisme comme une série d'“effets de débordement”*»; «*un capital national qui était autrefois essentiellement interne se reproduit et croît de plus en plus à l'extérieur jusqu'à donner naissance à l'impérialisme*» (Braunmühl, 1978, p. 160). Le concept d'«impérialisme» présuppose logiquement «*la partition spécifique du marché mondial en États nationaux*». Politiquement, cela signifie que «*l'accumulation des capitaux nationaux acquiert soudain sa propre légitimité face à l'intervention des capitaux extérieurs*». Claudia von Braunmühl rejette en second lieu «*le point de vue traditionnel selon lequel l'État serait déterminé en première instance par des processus internes auxquels viendraient s'agréger, pour ainsi dire, des déterminants externes*» (p. 161). Cet «étatisme» méthodologique a été critiqué plus récemment par Song (2011) à la suite de Braunmühl. Au lieu de l'«étatisme», ces auteurs prônent une vision dialectique de la relation entre les États-nations individuels et le «système impérialiste» (Braunmühl) ou le «système mondial» (Wallerstein). En effet, les États modernes – dont la plupart se considèrent comme des «nations» – et le marché mondial capitaliste moderne (y compris les phénomènes généralement qualifiés d'«impérialisme») ont émergé ensemble, historiquement et logiquement.

Les partisans de l'«anti-impérialisme» sont contraints par la logique de leur argument de distinguer le «bon» nationalisme des peuples de la périphérie du «mauvais» nationalisme des métropoles du centre²¹ (ISF, 1990, p. 128). Les premiers théoriciens marxistes, dont surtout Lénine, ne perçurent sans doute pas les présupposés logiques de ce type d'argument, mais ces éléments s'affirmèrent progressivement au cours du déroulement historique du concept. «*Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est fondé sur la notion idéaliste que l'État [...] pourrait être l'expression réelle de la volonté de ses constituants.*

²¹ Cette opposition centre/périphérie a été notamment théorisée par Samir Amin dès les années 1970 [NdT].

Ce discours a uni le démocrate bourgeois Wilson et le révolutionnaire jacobin Lénine» ainsi que de nombreux autres nationalistes classiques-libéraux tels que Theodor Herzl (ISF, 1990, p. 129). Les critiques des concepts bolcheviques de l'«*État socialiste*» comme l'«*État du peuple tout entier*» et le «*droit des nations à disposer d'elles-mêmes*», tels que formulés dans les années précédant la Première Guerre mondiale, ainsi que durant et après cette guerre, par Rosa Luxemburg, Anton Pannekoek, Hermann Gorter et d'autres, furent redécouverts, à la fin des années 1960 en Allemagne, par une partie du mouvement qui fut influencée par la théorie critique de l'École de Francfort. Ce n'est pas un hasard, car ces critiques faisaient partie de la constellation historique dont cette dernière avait émergé dans les années 1920. Ces critiques n'influencèrent cependant pas suffisamment la conscience politique de la plupart des éléments du mouvement et ne purent donc empêcher la renaissance de l'«*anti-impérialisme*» léniniste dans les années 1970.

Les trois éléments du droit des nations à former un État indépendant tendent tous à la mystification :

- «l'État» est imaginé comme étant l'expression de «son» peuple (plutôt que comme la forme politique des rapports sociaux d'exploitation et d'oppression) ;
- les «nations» sont imaginées comme s'étant constituées avant l'apparition des États censés leur correspondre ;
- et l'idée qu'elles ont des «droits» oblige à les imaginer comme des sujets dotés d'une certaine personnalité.

La notion de «nation» qui sous-tend ce droit apparaît bien sûr comme plausible, convaincante et de bon sens pour les individus qui appartiennent à des États-nations déjà constitués car ils ont oublié que leur nation fut «fabriquée» ou «inventée» à un moment donné de l'histoire. Mais ce droit crée plutôt qu'il ne résout des problèmes dans la pratique, en particulier lorsque différents groupes nationaux revendiquent le même territoire. C'est inévitablement le cas dans tous les cas de sécession, d'irrédentisme, et aussi lorsqu'on a affaire à des nationalités diasporiques – c'est-à-dire dans la plupart des cas puisque l'histoire humaine n'a produit que peu de territoires suffisamment grands pour former un État moderne durable, et qui soient habités par un seul groupe ethnique ou national. Ceux qui défendent et aspirent, en tant que fonctionnaires de l'État, à définir et à gérer les revendications fondées sur «le droit des nations à disposer d'elles-mêmes» sont contraints de discuter et de déterminer en permanence «ce qu'est une nation».

Pour diverses raisons historiques, l'un des exemples les plus remarquables (en Europe) d'une nation diasporique qui, dans le contexte d'une période de construction généralisée de l'État-nation, a été analysée en ces termes, est celui des Juifs. Comme les Juifs formaient – du moins en Europe de l'Est – un élément important du mouvement ouvrier, la controverse sur la nationalité juive devint une question cruciale dès que le mouvement ouvrier discuta de la question nationale. La question de savoir si les Juifs constituaient une nation reçut diverses réponses.

Cette question est pertinente dans le cadre de notre discussion sur l'«anti-impérialisme» car, dans sa version léniniste, le principal critère pour déterminer la légitimité de la revendication du droit d'une nation à disposer d'elle-même est de savoir si elle entre dans la catégorie des nationalismes de la périphérie ou des métropoles du centre. Le sionisme a été placé tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre catégorie, en fonction du contexte historique.

Le courant antisioniste qui a acquis une grande influence dans les années 1970 considérait le sionisme comme étant un produit des métropoles du centre. (D'autres courants antisionistes rejetèrent aussi l'idée d'un «État juif». Ils ne fondaient pas ce rejet sur le prétendu caractère «impérialiste» de ce projet, mais à cause d'un antinationalisme marxiste de principe ; ou en raison de leur attachement à un pluralisme culturel ; ou en fonction d'idées religieuses ou culturelles spécifiques sur la nature du judaïsme. Ces courants devinrent donc de plus en plus marginaux, du moins en dehors d'Israël.)

En principe, le «droit des nations à disposer d'elles-mêmes» pourrait aussi nourrir une orientation «multiculturaliste» fondée sur des compromis dans le contexte d'une politique libérale-démocratique. Cependant, dans son interprétation anti-impérialiste, ce droit tend vers l'absolutisme ethnique : si l'«impérialisme» est «le *stade* suprême» du capitalisme (au lieu d'être compris comme un *aspect* du capitalisme parmi d'autres), alors l'antagonisme entre les métropoles du centre et la périphérie exploitée devient le critère décisif pour déterminer ses positions politiques. Le problème le plus fondamental de l'anti-impérialisme léniniste vient peut-être du fait qu'il est entièrement centré sur l'Etat : puisque les Etats, ou les pays, sont l'unité d'analyse de base, tout Etat ou nation est considéré comme impérialiste ou pas. Cette démarche diffère des approches moins nationalistes, comme celle d'Emmanuel Wallerstein et son «*analyse du système mondial*». En effet, cet auteur reconnaît la coexistence, dans un même pays, de processus de production qui dépendent simultanément du centre et de la périphérie ; une telle hypothèse implique que l'État n'est qu'un élément structurant parmi de nombreux autres dans un système capitaliste avant tout mondial. Cette perspective entre en résonance avec l'anti-léninisme que l'on retrouve dans les formes contemporaines du marxisme dérivées de la théorie critique de l'école de Francfort (comme l'«Open Marxism²²», soit le «marxisme ouvert»).

L'anti-impérialisme unidimensionnel crée un champ discursif qui oblige ses partisans à trouver les raisons pour lesquelles un ensemble de revendications nationalistes serait plus valable qu'un autre nationalisme concurrent. L'acceptation de la prémisse irrationnelle consistant à placer, au centre de

²² Bien que, dans différents contextes, l'expression puisse avoir d'autres associations liées à des traditions marxistes assez différentes (Axelos, Lefebvre et autres), dans le contexte anglosaxon, l'*Open Marxism* désigne un groupe de théoriciens influencés à des degrés divers par l'École de Francfort, l'autonomie italienne, le communisme de conseils et le marxisme hégélien au sens large. Le concept a été défini pour la première fois dans un article de Werner Bonefeld dans le premier numéro du journal *Common Sense* de 1987 (<https://commonsensejournal.org.uk/1987/05/01/issue-one/>) qui était le principal moyen d'expression du «marxisme ouvert» durant ses premières années. Bonefeld a édité trois volumes d'une série de livres chez Pluto Press (1993, 1995) intitulée *Open Marxism* qui contient des contributions essentielles qui, prises ensemble, illustrent le mieux la signification du concept.

l'analyse politique, l'«impérialisme» plutôt qu'une conception beaucoup plus large du «capitalisme», pousse ses partisans à avaliser d'autres arguments supplémentaires, encore plus irrationnels.

Le discours anti-impérialiste concernant Israël est probablement l'exemple le mieux documenté qui illustre cette pente glissante discursive. Les soutiens anti-impérialistes au nationalisme palestinien affirment qu'il doit être promu contre le nationalisme israélien parce qu'Israël organise l'exploitation impérialiste des Palestiniens non israéliens. Cela pourrait simplement signifier que, entre deux projets (par ailleurs analogues) de construction d'un État, l'un est plus engagé avec succès dans l'exploitation capitaliste que l'autre, ce qui crée ainsi une inégalité susceptible d'être corrigée. Les mouvements de solidarité dans le monde pourraient y contribuer dans l'espoir, généralement partagé par les socialistes, qu'un développement plus égal des économies nationales capitalistes crée de meilleures conditions pour les mouvements d'émancipation, y compris les mouvements ouvriers et les mouvements de femmes, qui seraient finalement capables de dépasser les rapports sociaux capitalistes. Une telle proposition pourrait faire l'objet d'une analyse et d'une discussion rationnelles.

Ce n'est cependant pas la structure de base du discours anti-impérialiste sur Israël qui a deux caractéristiques : premièrement, le discours anti-impérialiste homogénéise et essentialise le nationalisme intronisé comme étant issu de la «périphérie» et il tend à embrasser tous les éléments culturels, religieux et politiques, y compris certains qui sont explicitement anti-émancipateurs et antisocialistes ; deuxièmement, il accepte des lignes de raisonnement fétichistes et ontologisantes qui discréditent encore davantage les revendications du nationalisme des «métropoles» du centre et ne se limitent pas à la remise en question de ses traits spécifiquement «impérialistes» : cet «impérialisme» devient une caractéristique essentielle plutôt qu'une caractéristique historiquement contingente qui pourrait être remise en question et changée. C'est à ce stade que, dans le cas d'Israël, divers éléments de l'idéologie antisémite pénètrent un discours anti-impérialiste qui aurait horrifié Lénine. Le raisonnement marxiste classique ne peut accepter, par exemple, les affirmations de l'État israélien, selon lesquelles il serait l'expression de la «nation juive» ; pour cela, il lui suffit de rejeter simplement le concept «politiquement romantique» de l'État comme étant autre chose qu'une structure de pouvoir. Dans la stratégie léniniste, ce raisonnement classique a perdu une grande partie de son pouvoir car il ne rejette plus *catégoriquement* le nationalisme romantique puisqu'il le soutient dans les nations de la «périphérie»²³.

La structure logique de la position anti-impérialiste la rend réceptive à toutes sortes d'irrationalités mystiques et raciales, y compris l'antisémitisme, quand elle tente de prouver pourquoi «les Juifs» ne

²³ Commentant le slogan léniniste [prononcé dans un discours de Zinoviev, NdT] «*Peuples opprimés du monde entier et prolétaires de tous les pays, unissez-vous contre vos exploités !*», inauguré lors du Congrès des peuples d'Orient du Komintern à Bakou en 1920, Fringeli souligne que «*les travailleurs sont membres d'une classe et en même temps des êtres humains individuels. Dans l'expression "peuples opprimés du monde entier", les individus sont absents*» (Fringeli, 2016, p. 41).

peuvent être une nation. Le concept qui alimente ces irrationalités est cependant en soi idéaliste : «*Les États semblent avoir la noble tâche de réaliser les droits du peuple*» (ISF, 1990, p. 130), tant que «le peuple» accepte manifestement de conserver la qualité de «sujet», ce qui en fait une nation.

Cette notion partage la naïveté d'autres formes de la théorie bourgeoise du «contrat social» : «*ni le droit des nations à disposer d'elles-mêmes de Lénine ni ses prédécesseurs bourgeois ne mentionnent la violence qui a toujours été nécessaire pour fonder des États souverains*» (pp. 130-311, souligné dans l'original). La position de la théorie critique (telle que développée ici par le groupe ISF) est à cet égard similaire à celle du «réalisme politique» : contre toute théorisation idéaliste de l'État, «*la question de savoir si Israël a le droit d'exister a été décidée par sa fondation même, et n'est donc plus pertinente*» car «*aucun peuple n'a le droit d'avoir un État sans en même temps mobiliser la violence nécessaire pour en fonder un*» (p. 131). Le «droit d'exister» de tout État découle du fait qu'il existe ; la souveraineté de l'État n'est pas constituée autrement que par la violence. Cela place la souveraineté de l'État dans une catégorie différente des droits de l'individu théorisés par l'idéalisme classique ou la philosophie du «droit naturel» : ces derniers droits se fondent uniquement sur les individus, et non sur les États ou toute autre collectivité. Les droits de l'individu – féroce­ment attaqués par le positivisme comtien comme étant «métaphysiques» – furent défendus par Horkheimer et Adorno lorsqu'ils tentèrent de «sauver» la métaphysique contre les attaques positivistes (mais ils ne défendirent pas les «droits des groupes»).

La conception léniniste du droit des nations à disposer d'elles-mêmes était historiquement ancrée dans l'idée du XIX^e siècle, alors partagée par les libéraux et les démocrates, selon laquelle la construction de la nation dépasserait l'atomisation féodale tardive et créerait, grâce à une société nationale unifiée, les conditions des mouvements d'émancipation. On décèle certainement un élément d'orientalisme dans l'affirmation léniniste selon laquelle les «peuples d'Orient» auraient besoin des construire des nations au cours d'une première étape nécessaire de l'émancipation, alors que les peuples de «l'Occident» auraient passé ce «stade» et seraient prêts pour la lutte des classes sans être gênés par les questions nationales et ethniques. (La *Realpolitik* du «socialisme dans un pays» remplaça rapidement cette position antinationaliste géographiquement limitée.)

Dans son article de 1913 sur la question nationale, Staline insista sur le fait que la territorialité était un élément obligatoire de la définition d'une nation ; il anticipait ainsi sa campagne antisémite contre les «*cosmopolites sans racines*» (c'est-à-dire les Juifs), éléments non-nationaux puisqu'ils n'avaient pas de territoire. Cette perspective pouvait conduire (et plus tard a brièvement conduit) à soutenir le sionisme en tant que tentative des Juifs pour rattraper la majorité des nations du monde qui avaient déjà formé des États modernes, mais cette perspective conduisit surtout au raisonnement inverse : les Juifs qui *prétendaient* former un État-nation – alors qu'ils n'avaient pas de racines et ne formaient pas une nation – ne pouvaient qu'avoir un agenda secret.

Capitalisme et domination

Comme la théorie marxienne en général, la théorie critique est antimilitariste, c'est-à-dire qu'elle s'oppose aux agressions militaires, qu'elles qu'en soient les motivations. L'anti-impérialisme se caractérise par une autre dimension importante, une forme d'antimilitarisme spécifiquement *motivée*. Dans le contexte de l'anti-impérialisme bourgeois, dont le paradigme classique fut la Ligue anti-impérialiste américaine (1898-1920), la motivation motrice était la notion républicaine du droit des nations à disposer d'elles-mêmes : l'annexion des Philippines par les Etats-Unis, par exemple, fut rejetée (sans succès) parce qu'elle contredisait ce principe que les anti-impérialistes considéraient comme fondamental, ou comme devant l'être, pour la politique américaine. La version léniniste de l'anti-impérialisme est fondée sur une théorie du développement du capitalisme qui, du point de vue de la théorie critique, n'est pas marxiste. La théorie critique et le marxisme non léniniste au sens large rejettent l'anti-impérialisme bourgeois et républicain, mais aussi le concept d'impérialisme ; sur le plan théorique, leurs partisans doivent donc aussi expliquer pourquoi le gouvernement et l'armée d'un pays capitaliste de premier plan en viennent à utiliser la force militaire pour promouvoir des objectifs impérialistes en contradiction avec leurs propres principes politiques officiels (tel le droit des nations à disposer d'elles-mêmes). L'anti-impérialisme bourgeois n'a pas proposé de théorie générale sur ce point – les explications tendent à être fournies au cas par cas, en fonction des besoins. Selon la théorie critique, par contre, l'impérialisme n'est qu'un aspect «normal» de la dynamique du mode de production capitaliste. Le rejet explicite du concept d'«anti-impérialisme» par la théorie critique fait donc référence au fait que, depuis 1920 environ, la conception léniniste est devenue tellement hégémonique dans la «gauche» au sens large que l'«anti-impérialisme» diffuse automatiquement l'hypothèse du rôle du «*capital financier*» selon Hilferding et ses implications politiques. Il est important de noter que ces éléments de l'anti-impérialisme restent généralement implicites et ne font pas l'objet d'une discussion critique chez les partisans de la théorie critique. C'est pourquoi ils rejettent généralement les références à l'«anti-impérialisme» tout en attaquant l'impérialisme comme un aspect parmi d'autres du mode de production capitaliste. De manière dialectique, ils théorisent la relation entre les différents aspects du mode de production capitaliste et la promesse d'émancipation humaine générale de la modernité: selon eux, il ne faut ni ignorer ni isoler et fétichiser cette relation.

Au centre du concept léniniste d'impérialisme on retrouve des vestiges de l'idée de Marx et d'Engels selon laquelle le capitalisme, système ambigu, associe intensification de l'exploitation et possibilités d'émancipation. Mais, vers 1900, ce capitalisme ambigu se transforma en un capitalisme entièrement négatif : ce «capitalisme monopoliste» (caractérisé par le capital financier, une aristocratie ouvrière corrompue et l'impérialisme) devait être combattu et détruit par tous les moyens nécessaires. Cette conception d'un capitalisme entièrement mauvais, par opposition à un capitalisme ambigu, fut complétée par la notion d'un nationalisme mauvais et pervers (l'impérialisme) par opposition aux nationalismes bons et bénins (comme par exemple, le «patriotisme sain», etc.). Si cela était explicite

chez Hobson, cela resta implicite chez Lénine. La théorie critique s'opposa à l'impérialisme non pas parce qu'il est le fruit d'une «domination étrangère», mais parce qu'il instaure une *domination*. Au-delà de cela, il faut s'interroger sur la nature de ce *type* de domination et ses effets *concrets*. Dans le même ordre d'idées, l'État-nation est fondamentalement néfaste non pas parce qu'il est national, mais parce qu'il est un État, c'est-à-dire un élément du système étatique moderne, la forme politique de la société capitaliste. Dans cette perspective, le raisonnement de ceux qui défendent ou contestent la domination impérialiste ou la domination d'un État-nation doit nous amener aux questions suivantes : sont-ils motivés par l'expansion (ou par la restriction) d'une «vie meilleure» et de l'émancipation humaine générale ? Veulent-ils remplacer tout ce qui ressemble à un État (structure de pouvoir coercitif qui est dans une certaine mesure séparée des domaines «civils», c'est-à-dire les domaines non étatiques de la société, et qui les contrôle) par l'administration démocratique et consensuelle des «choses» (sociales) ?

Références²⁴

Adorno, Theodor W., 1939, «Fragmente über Wagner», *Zeitschrift für Sozialforschung*, n ° 8, pp. 1–49

Adorno, Theodor W., 2003 [1968], «Spätkapitalismus oder Industriegesellschaft?», in: *Gesammelte Schriften, Band 8: Soziologische Schriften I*, Suhrkamp, pp. 354–70 [«Capitalisme tardif ou société industrielle ?» dans le recueil de texte d'Adorno, *Société : Intégration–Désintégration. Écrits sociologiques*, pp. 85-107, Payot, 2011]]

Anderson, Kevin B., 2015 [2010], *Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Syllepse

Bassi, Camila, 2010, «Sur l'anti-impérialisme des imbéciles», traduit par nos soins en 2021, <http://mondialisme.org/spip.php?article2910>

Blumenberg, Werner, 1962, *Karl Marx*, Rowohlt

Bonnet, Alberto, 2002, «The Command of Money-Capital and the Latin American Crisis», in: Bonefeld, Werner and Sergio Tischler (dir.), *What's to be Done? Leninism, Anti-Leninist Marxism and the Question of Revolution Today*, Ashgate, pp. 101–127

Braunmühl, Claudia von, 1978 [1974], «On the Analysis of the Bourgeois Nation State within the World Market Context», in: Holloway, John and Sol Picciotto (dir.), *State and Capital. A Marxist Debate*, Arnold, pp. 160–77, notes pp. 204–207

Brewer, Anthony, 1980, *Marxist Theories of Imperialism. A Critical Survey*, Routledge

²⁴ Quand les titres sont uniquement en français, les citations sont tirées de la traduction française disponible ; quand ils sont dans les deux langues, les citations ont été traduites par mes soins. Les dates d'édition ont été choisies parmi les éditions qui sont les plus récentes et n'ont pas encore été pilonnées [NdT].

- Bricianer, Serge, 1969, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI [recueil de textes de Pannekoek]
- Brückner, Peter, 2006 [1976], *Ulrike Meinhof und die deutschen Verhältnisse*, Wagenbach
- Croquemouches, Les, (2002), «The New Roman Empire. Antiamerikanismus – Zur Konjunktur eines Ressentiments», in: Gruppe Morgenthau and AK Kritische Theorie FH (dir.), *Deutsche Projektionen. Zur Kritik antisemitischer Weltbilder. Reader zur Veranstaltungsreihe*, pp. 31–47
- Fisch, Jörg, Dieter Groh et Rudolf Walther, 1982, «Imperialismus», in: von Brunner, Otto, Werner Conze et Reinhard Koselleck (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe, Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland, Band 3*, Klett-Cotta, pp. 171–236
- Fischer, Michael, 2015, *Horst Mahler. Biographische Studie zu Antisemitismus, Anti-amerikanismus und Versuchen deutscher Schuldabwehr*, KIT Scientific Publishing
- Fried, Barbara, 2012, «Antiamerikanismus als Kulturalisierung von Differenz – Versuch einer empirischen Ideologiekritik», in: Associazione delle talpe/Rosa Luxemburg Initiative Bremen (dir.), *Maulwurfsarbeit II. Kritik in Zeiten zerstörter Illusionen*, Rosa Luxemburg Stiftung, pp. 70–88
- Fried, Barbara, 2014, *Antiamerikanismus als kulturalisierende Praxis. Von «Europäischer Identität» und «Amerikanischen Verhältnissen»*, Verlag Westfälisches Dampfboot
- Fringeli, Christoph, 2016, «Anti-Imperialism, Bankruptcy of the Left?» (2016 version), in: *Almanac for Noise & Politics*, datacide books, pp. 40–54
- Gerber, Jan, 2010, *Nie wieder Deutschland? Die Linke im Zusammenbruch des «realen Sozialismus»*, ça ira Verlag
- Goldner, Loren, 2010, «“Socialism in One Country” Before Stalin, and the Origins of Reactionary “Anti-Imperialism”: The Case of Turkey, 1917–1925», *Critique*, volume 38 (n° 4), pp. 631–661
- Goldner, Loren, 2016, *Revolution, Defeat and Theoretical Underdevelopment. Russia, Turkey, Spain, Bolivia*. Brill
- Guérin, Daniel, 2014 [1939], *Fascisme et Grand Capital*, Libertalia
- Horkheimer, Max, 1974 [1937], «Théorie traditionnelle et théorie critique» dans *Théorie traditionnelle et théorie critique*, TEL Gallimard
- Horkheimer, Max, 1993 [1974], *Notes critiques (1949-1969)*, Payot
- Horkheimer, Max et Theodor W. Adorno, 1974, *Dialectique de la Raison*, TEL Gallimard 1974
- ISF (Initiative Sozialistisches Forum), 1990 [1988], «Ulrike Meinhof, Stalin und die Juden: Die (neue) Linke als Trauerspiel», in: *Das Ende des Sozialismus, die Zukunft der Revolution. Analysen und Polemiken*, ça ira Verlag, pp. 119–66
- Kiernan, Victor G., 1974, *Marxism and Imperialism*, Edward Arnold
- Kistenmacher, Olaf, 2015, *Arbeit und «jüdisches Kapital». Antisemitische Aussagen in der KPD-Tageszeitung Die Rote Fahne während der Weimarer Republik*, edition lumière
- Koebner, Richard et Helmut Dan Schmidt, 1964, *Imperialism. The Story and Significance of a Political Word, 1840–1960*, Cambridge University Press

Lenin, V. I., 1920, «Première ébauche aux thèses sur les questions nationales et coloniales, pour le 2^e congrès de l'Internationale communiste» (marxists.org)

Leonhard, Jörn, 2013, «Introduction: *The Longue Durée of Empire*, Toward a Comparative Semantics of a Key Concept in Modern European History», *Contributions to the History of Concepts*, volume 8 (n°1), pp. 1–25

Luxemburg, Rosa, 2019 [1912/13], *L'Accumulation du capital*, in *Tome V des Œuvres complètes*, Agone

Mantena, Karuna, 2010, *Alibis of Empire. Henry Maine and the Ends of Liberal Imperialism*, Princeton University Press

Marcuse, Herbert, 1936, «Zum Begriff des Wesens», *Zeitschrift für Sozialforschung*, volume 5 (n° 1), pp. 1–39

Marcuse, Herbert, 1968, «On the Concept of Essence», in: *Negations, Essays in Critical Theory*, Allen Lane, pp. 43–87

Marcuse, Herbert, 1969, *An Essay on Liberation*, Beacon Press [*Vers la libération*, Grasset, 1970]

Marcuse, Herbert, 1963 [1958], *Le marxisme soviétique. Essai d'analyse critique*, Gallimard

Marx, Karl et Friedrich Engels, 2004, «Manifesto of the Communist Party, Published in February 1848», in: Hal Draper, *The Adventures of the Communist Manifesto*, Center for Socialist History, pp. 109–95

Mattick, Paul, 1978, *Anti-Bolshevik Communism*, Merlin Press [Tous disponibles en anglais sur libcom.org, ces articles sont dispersés dans plusieurs livres en français notamment *La contre-révolution bureaucratique* («La légende de Lénine»), 10/18, 1973 et *Intégration capitaliste et rupture ouvrière* (les autres textes), EDI, 1972. On les trouve également éparpillés sur les sites bataillesocialiste.wordpress.com ; sinedjib.com/ ; spartacus1918.canalblog.com/ et marxists.org/)

Mehta, Uday Singh, 1999, *Liberalism and Empire. A Study in Nineteenth-Century British Liberal Thought*, University of Chicago Press

Mommsen, Wolfgang, 1981, *Theories of Imperialism*, Weidenfeld and Nicolson

Muthu, Sankar, 2003, *Enlightenment against Empire*, Princeton University Press

Nimtz, August, 2000, *Marx and Engels. Their Contribution to the Democratic Breakthrough*, SUNY Press

Owen, Roger et Bob Sutcliffe (dir.), 1972, *Studies in the Theory of Imperialism*, Longman

Pannekoek, Anton [1916], «L'impérialisme et les tâches du prolétariat» (marxists.org)

Postone, Moishe, 2006, «Histoire et impuissance politique : mobilisation de masse et formes contemporaines d'anticapitalisme» [palim-psao.fr]

Pradella, Lucia, 2013, «Imperialism and Capitalist Development in Marx's *Capital*», *Historical Materialism*, volume 21 (n° 2), pp. 117–147

Prashad, Vijay, 2007, *The Darker Nations, A Biography of the Short-lived Third World*, LeftWord

Rühle, Otto, 2011 [1928], *Karl Marx, vie et œuvre*, Entremonde

- Song, Hae-Yung, 2011, «Theorising the Korean State beyond Institutionalism: Class Content and Form of “National” Development», *New Political Economy*, volume 16 (n° 3), pp. 281–302
- Stoetzler, Marcel, 2013, «Review of Marx at the Margins. On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies, Kevin B, Anderson 2010», *Patterns of Prejudice*, volume 47 (n° 2), pp. 184–187
- Stoetzler, Marcel, 2016, «Marx, Karl (1818–1883) and Imperialism», in: Ness, Immanuel, Zac Cope et Saër Maty Bâ (dir.), *Palgrave Encyclopaedia of Imperialism and Anti-Imperialism*, volume 1, Palgrave Macmillan, pp. 167–74
- Sutton, Alex, 2013, «Towards an Open Marxist Theory of Imperialism», *Capital and Class*, volume 37 (n° 2), pp. 217–37
- van der Linden, Marcel, 2007, *Western Marxism and the Soviet Union. A Survey of Critical Theories and Debates since 1917*, Brill
- Van, Ngo, 2000, *Au pays de la cloche fêlée*, L’Insomniaque
- Van, Ngo, 2006, *Au pays d’Héloïse*, L’Insomniaque CHK
- Warren, Bill, 1980, «Imperialism, Pioneer of Capitalism» (dir.), John Sender, Verso
- Winslow, E. M., 1931, «Marxian, Liberal, and Sociological Theories of Imperialism», *Journal of Political Economy*, volume 39 (n° 6), pp. 713–758